



JOURNAL OFFICIEL

DES ÉTABLISSEMENTS FRANÇAIS DE L'Océanie

PARAISANT LE 15 ET LE DERNIER JOUR DE CHAQUE MOIS

MATAHITI 93

N° 6.

TE VEA A TE HAU NO TE MAU HAAPAO RAA FARANI I OTEANIA

MAHANA 15

NO MARS 1946.

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS	3 MOIS
Etablissements français de l'Océanie.	60 fr.	32 fr.	18 fr.
France et Colonies.	64 fr.	35 fr.	21 fr.
Etranger	71 fr.	42 fr.	23 fr.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Les demandes d'abonnement et d'annonces devront être adressées au Chef de l'Imprimerie à Papeete.

PRIX DU NUMÉRO : 3 Francs 50.

Les abonnements et les annonces sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS

Annonces judiciaires : la ligne.....	4 fr.
Les mêmes, renouvelées : la ligne....	2 fr.
Annonces commerciales et avis divers :	5 fr.
Les mêmes renouvelées.....	2 50
Publication de sociétés philanthropiques, artistiques, littéraires, scientifiques, et sportives etc	2 fr.

ASSEMBLÉE REPRÉSENTATIVE des Etablissements français de l'Océanie.

1^{re} session extraordinaire de mars 1946.

Discours du Gouverneur p.i. à la séance d'ouverture. (11 mars 1946).

Messieurs les Délégués,

Les circonstances m'ont choisi pour présider cette séance d'ouverture. Nouveau venu dans le pays, je ressens vivement cet honneur. La date du 11 mars 1946 demeurera, comme celle de la première réunion d'une Assemblée entièrement représentative de toute la population française, hommes et femmes, tous citoyens, des Etablissements français de l'Océanie.

Ai-je besoin de rappeler dans quelles conditions ce territoire a acquis son nouveau statut? L'Océanie s'est distinguée dans la période dramatique que le monde vient de traverser. Dès le 2 septembre 1940, elle se rallie au Général de GAULLE. Elle lui envoie des centaines de combattants valeureux, dont beaucoup, hélas! ne reviendront pas. Elle tient bon, lors de l'entrée en guerre du Japon, et son effort économique contribue à la victoire. La France, par la voix du Général de GAULLE, a dit sa gratitude à ses enfants du Pacifique. Elle la leur a prouvée, en les dotant du régime politique qu'ils méritaient depuis longtemps par leur degré d'évolution et leur attachement à la mère-patrie. Le décret qui institue votre Assemblée porte la signature de l'homme qui a sauvé l'Empire et qui a créé l'Union française.

L'Union française! Belle et juste formule, pour signifier la force, la réalité des liens de cœur et d'intérêts qui unissent la France et ses lointaines dépendances. Le temps des mé-

tropoles égoïstes est révolu. Par la voix de son député, l'Océanie peut se prononcer aujourd'hui sur les problèmes dont dépend l'avenir de la communauté française. En créant le franc-Pacifique, la métropole vous a dégagés de son sort monétaire, renonçant aux avantages de la parité pour son approvisionnement et ses dépenses outre-mer. L'Union française est vivante, et tous ici se réjouissent à l'idée de voir bientôt flotter le pavillon français aux mâts du "Sagittaire".

Depuis de longues années, l'Océanie se contentait d'un système de représentation fort approximatif. Certains d'entre vous savent dans quelles conditions exactes a disparu l'ancien Conseil Général, en 1903. M. RAOULX avait déposé un vœu selon lequel, au cas où l'Océanie obtiendrait son autonomie administrative et financière, l'Assemblée pourrait disparaître. Cette autonomie ayant été obtenue dans la mesure où en jouissaient alors les autres territoires d'outre-mer, la suppression du Conseil Général intervint. Il fut d'abord remplacé par un Conseil d'Administration élargi où figuraient des délégués élus de la population et des représentants des services administratifs. Cette assemblée disparait à certainement joué un rôle utile, mais il faut bien convenir que sa fraction élue, constituant une minorité, ne pesait pas du poids voulu dans les délibérations. En 1932, la création des Délégations Economiques et Financières marque un progrès certain. Leurs attributions étaient importantes. Elles ont pris leur rôle à cœur, et elles ont témoigné d'indépendance. Les fonctionnaires s'y trouvaient en minorité, et ils ont su oublier qu'ils étaient fonctionnaires pour envisager les questions locales dans le même esprit que les représentants élus. Les procès-verbaux des réunions montrent combien fut précieuse leur connaissance des questions administratives. Les Délégations ont fait leur devoir, avec compétence, et leurs avis ont largement orienté l'œuvre de ces dernières années.

Deux de leurs membres les plus distingués ont disparu en 1945 : Edouard AHNNE et Serge RABINOVITCH.

Edouard AHNNE, Alsacien, arrive à Papeete en 1892. Il y dirige longtemps l'Ecole Protestante et devient Conseiller Général, Conseiller Privé, Président de la Chambre d'Agriculture, Président de la Société des Etudes Océaniques, chevalier de la Légion d'Honneur. Il est l'un des artisans du ralliement du 2 septembre 1940. Membre du gouvernement provisoire, il participe à la fondation de la Ligue de la France Libre et Combattante, et le Général de GAULLE lui décerne la Croix de la Libération, récompense éclatante. Pendant plus de 50 ans, il n'y a pas eu en Océanie de meilleur Français et de plus honnête homme.

Serge RABINOVITCH avait de la vitalité, la parole aisée, l'esprit mordant. Il participa aux deux guerres. Président de la Chambre d'Agriculture, membre des Délégations économiques et financières, il prenait ses fonctions à cœur, et ceux-là même qui ont été ses adversaires se souviendront longtemps de leurs passes d'armes, auxquelles la personnalité du Docteur RABINOVITCH donnait un caractère passionné.

L'Assemblée Représentative a des attributions étendues et son programme de session est chargé. L'administration locale va lui présenter, pour décision ou pour avis, conformément au décret du 31 août 1945, d'assez nombreuses affaires dans les domaines budgétaire, économique et social. Plusieurs textes ne font que marquer l'aboutissement sur le papier de projets conçus et mûris par M. le Gouverneur ORSELLI, que ce pays n'est pas près d'oublier. Polytechnicien, militaire, industriel M. ORSELLI — un choix de l'Amiral Thierry d'ARGENLIEU, cher aux Tahitiens — a considéré l'Océanie un peu, si j'ose dire, comme une affaire "à remonter", et ce territoire a trouvé en lui un chef d'entreprise aussi avisé que probe, et qui a fait prévaloir opiniâtement ses vues, conduisant le territoire, en pleine guerre, à une paradoxale prospérité. L'Assemblée sait qu'il continue à servir l'Océanie, aux Etats-Unis et en France, par des interventions que sa connaissance de nos affaires rend extrêmement précieuses.

Selon l'usage, je devrais maintenant, Messieurs les Délégués, vous exposer mon programme personnel. Ceci impliquerait qu'en quatre mois de séjour, j'aurais vu clair dans toutes les questions, ce qui serait bien remarquable et encore plus étonnant. Messieurs, je n'ai pas encore de programme, j'ai un propos : celui de poursuivre ici l'œuvre de la France, à ma place dans la chaîne des gouverneurs, m'appuyant sur ce qu'ont fait mes prédécesseurs, préparant la tâche de ceux qui me suivront. Le programme, nous allons l'établir ensemble.

Dans cette session, votre tâche principale sera d'examiner le projet de budget pour 1946. Jusqu'à présent, comme vous le savez, les services ont fonctionné sur la base des prévisions du budget de 1945.

On a beaucoup parlé de ce budget de 1946. Il est vrai qu'il comporte une assez forte augmentation des dépenses de personnel et des projets de création d'impôts. On craint ainsi qu'il surcharge l'économie locale. Vous en jugerez, Messieurs, en l'étudiant dans le détail. En fait, c'est un budget de mise à jour, après six ans de séparation d'avec la Métropole, dans le domaine des textes et des idées. Il se peut que ces textes, ces idées, les instructions que j'ai reçues ne soient pas parfaitement adaptés à la situation locale. Nous sommes précisément réunis pour en débattre et éclairer le Ministre. La

discussion, de part et d'autre, ne manquera pas d'être franche et objective. Je ne saurais donc parler de mauvaise fortune, à propos du concours de circonstances qui m'impose de vous présenter en bloc, dans la présente session, des innovations qu'en d'autres temps nous aurions examinées par petits paquets, et dont j'ajoute que l'examen ne saurait plus raisonnablement être ajourné.

Le budget ordinaire est de 81 millions. C'est l'équivalent d'un peu moins de 5 millions de francs-or. Le budget ordinaire de 1939 était de 2.900.000 francs-or.

Les prévisions au titre de personnel sont de 39 millions, soit 48 % du budget ordinaire. En 1940, elles représentaient 55 % du budget ordinaire.

Elles comportent l'application des décrets relatifs aux nouvelles soldes des agents des cadres généraux et métropolitains. Les soldes du personnel des cadres locaux et les salaires des auxiliaires ont été révisés parallèlement, en sorte de maintenir la correspondance des situations d'avant-guerre. Les projets relatifs à notre territoire vont vous être soumis, pour avis.

Le budget fait état d'un nouveau régime des charges de famille, élaboré en conformité d'instructions du Ministre. La même réglementation va s'appliquer à tous les agents, qu'ils appartiennent aux cadres généraux et métropolitains, ou aux cadres locaux. Les auxiliaires permanents, chose nouvelle, en bénéficieront également, suivant le principe, posé par la Commission d'Outre-Mer à l'Assemblée Constituante, de l'égalité entre les membres de l'Union française en matière de traitements et indemnités, d'égalité de fonction, de grade ou de responsabilité. Vous noterez, Messieurs, les économies prévues pour réduire l'incidence pécuniaire de ces mesures : suppression des majorations et suppléments temporaires de traitement ; suppression des indemnités de fonctions ; suppression de l'indemnité de zone à Tahiti et dépendances, sa réduction dans les archipels ; suppression du poste de secrétaire général, qui sera remplacé par un chef de l'administration générale moins gradé et n'ayant pas les mêmes avantages matériels ; suppression des postes de chefs de circonscription, dont le travail sera assuré par des administrateurs en tournée, à tour de rôle ; suppression d'un emploi dans le personnel de direction des P.T.T. ; suppression de l'emploi de capitaine de Port ; suppression de l'emploi de directeur de la Prison. — A propos de l'indemnité de zone, j'ouvrirai une parenthèse : du point de vue du Ministre, cette indemnité constitue l'élément de rémunération que les Gouverneurs ont le pouvoir de faire varier pour tenir compte des différences du coût de la vie et du climat de territoire à territoire, puisque le supplément colonial est maintenant, partout, ramené à quatre dixièmes. Or nous ne l'avons maintenue que dans les archipels, car il est nécessaire d'encourager le personnel à y servir. Ici même elle ne sera pas perçue, alors qu'à Dakar, par exemple, un célibataire doit toucher à ce titre environ trois mille francs par mois. Ainsi se trouve rompue, conformément à la logique, l'apparente uniformité de rétribution, dans tous les territoires français, quelles que soient les conditions locales, qui avait justement surpris certains d'entre vous. Pour compléter ces mesures, il vient d'être créé une commission des économies, dont j'espère que l'action sera aussi efficace que sa création peut sembler spectaculaire. A la vérité, Messieurs, il y a bien peu de postes superflus en Océanie, s'il en existe, comme c'est

probable ; mais l'on peut améliorer l'organisation de certains services et, sans doute, éliminer des éléments médiocres ou fatigués. Pour en terminer avec la question personnel, je précise que les effectifs demeurent en 1946 à peu près ce qu'ils étaient en 1945, sauf au titre de la Santé Publique, service d'intérêt social. Dans ce domaine votre pouvoir de contrôle est entier, et vous apprécierez en pleine liberté la valeur des explications que vous présentera le chef de service.

D'autre part, pour répondre à un vœu de l'ancienne Assemblée, j'ai fait établir un projet de cadre local, dit des Affaires administratives, à recruter sur place. Le texte prévoit des conditions de traitement et d'avancement très intéressantes, avec la contre-partie de concours à la base et en cours de carrière. Des dispositions transitoires permettront d'admettre dans ce corps les agents de divers cadres locaux qui vont disparaître, et les auxiliaires permanents qui ont fait leurs preuves. Une commission où votre Assemblée sera représentée contrôlera les intégrations. Enfin des avantages ont été prévus, sous forme de bonification de points au concours d'admission, en faveur des combattants de la dernière guerre.

Quant à la création de contributions voici comment la question se pose. Par télégramme du 31 juillet dernier, le Ministre a recommandé l'institution en Océanie d'un impôt sur les traitements et salaires, et il a prescrit à cette occasion l'étude pour 1946 d'une refonte du système fiscal du territoire. Cette étude a été faite, et j'ai fait inscrire au projet de budget des impôts cédulaires sur les traitements et salaires, sur les bénéfices industriels et commerciaux, et sur les bénéfices des professions non commerciales. Vous constaterez que les taux en sont modérés, et que les recouvrements seront facilités par un système de forfait. Le Gouvernement local a été en outre invité à étudier l'institution en Océanie de l'impôt dit de solidarité nationale, frappant d'une part les patrimoines, d'autre part l'enrichissement réalisé depuis le début de la guerre. Comme il n'existe pas de fortunes considérables en Océanie, j'ai cru devoir nous limiter à l'impôt sur l'enrichissement, dont le produit ira au budget local. Quatre projets vous sont ainsi présentés. Vous aurez à en délibérer, conformément à l'article 35 du décret du 31 août dernier. Si vous les adoptez, des atténuations à notre régime douanier, qui frappe indistinctement les riches et les pauvres, au moins en ce qui concerne les denrées de première nécessité, pourront être sollicitées avec les meilleures chances de succès, et l'Océanie disposera d'un régime fiscal équilibré. La décision appartiendra au Ministre, conformément à l'article 36 du décret du 31 août, sur le vu de votre délibération.

Enfin l'Assemblée examinera les programmes quinquennaux que lui soumettront le chef du service des Travaux publics et de l'Agriculture et le chef du service de Santé. Leur importance dépasse 20 millions. Cette prévision n'a rien d'excessif. Nous avons d'assez larges économies, et je crois sage de les mobiliser, sous réserve d'une forte marge de sécurité, avant que les prix d'achat à l'extérieur n'aient monté, comme il est certain qu'ils vont le faire. D'autre part il est indispensable de poursuivre notre équipement économique et social, car la concurrence sera dure dans les années à venir. On s'est donc efforcé de prévoir dans ces programmes quinquennaux toutes les réalisations jugées désirables par l'Administration et la précédente Assemblée, pour l'amélioration de nos routes et de nos ports, pour le développe-

ment de la production agricole, pour l'assainissement et la lutte contre les maladies sociales, pour les installations scolaires. Leur étude n'est pas encore poussée dans le détail ; la matière est vaste. Tels quels, ils peuvent servir de base à une discussion dont ils sortiront améliorés.

Car la discussion est profitable, lorsqu'elle est franche et inspirée du souci du seul bien public, et j'en arrive ainsi, tout naturellement, à conclure. Je crois, Messieurs, à la nécessité des échanges de vues qui vont avoir lieu dans cette salle. Les services administratifs ont deux défauts, le manque d'informations, et la déformation. Un bon travail ne peut être fait qu'en collaboration étroite avec les forces intelligentes du pays. Pour mon compte, j'ai la ferme intention d'observer strictement le décret du 31 août 1945 et, si j'ose dire, de jouer le jeu sans détour. Je suis convaincu que cette Assemblée, où figurent les hommes qui ont fait leurs preuves, agira de même, et que nous justifierons ensemble la foi du Gouvernement dans la sagesse politique des Français d'Outre-mer.

Je vous exprime mes vœux les plus cordiaux, Messieurs les Délégués, au moment où vous prenez vos importantes fonctions, et je déclare votre session ouverte.

VIVE LA FRANCE !

VIVE L'Océanie Française !

ALLOCUTION

de M. J. QUESNOT, Président de l'Assemblée Représentative des Etablissements français de l'Océanie.

J'ai été très sensible à la marque de confiance que vous avez bien voulu me témoigner en me désignant à la présidence de cette assemblée.

Je vous en remercie sincèrement.

Il me paraît superflu de vous dire que dans l'accomplissement des délicates fonctions que je suis appelé à remplir je ferai de mon mieux pour ne pas vous décevoir et qu'en toutes circonstances, au cours des débats qui vont s'ouvrir, vous pourrez compter sur mon impartialité absolue et mon entier dévouement à la cause qui nous est chère à tous, celle de l'intérêt général.

Je sais qu'il en sera de même de votre part et je vous en remercie encore.

J'aimerais maintenant, Messieurs, avant toute autre chose, si vous le permettez, que nous parlions un peu de notre Assemblée, que nous examinions en quoi elle diffère de celles qui l'ont précédée et ce que, de ce fait, nous pouvons en attendre.

Ce rapide coup d'œil rétrospectif ne me paraît pas inutile, jetons-le.

Il ne fera du reste que confirmer, avec peut-être quelques détails de plus, l'exposé fait à ce sujet par le Chef de la Colonie dans le brillant discours qu'il vient de prononcer à l'occasion de l'ouverture de notre session.

Durant le demi-siècle écoulé, les populations de nos archipels ont été représentées successivement par trois assemblées :

Le Conseil Général dont la création remonte à 1885 et la suppression à 1903.

Le Conseil d'Administration qui remplaça le Conseil Général et fonctionna de 1903 à 1932.

Les Délégations Economiques et Financières qui, à leur tour, firent suite au Conseil d'Administration et dont l'existence légale vient de prendre fin.

Les attributions du Conseil Général et du Conseil d'Administration étaient sensiblement les mêmes que celles de l'Assemblée Représentative à laquelle nous appartenons.

Il me suffira pour vous en convaincre de rappeler que, comme nous aurons à le faire, les deux assemblées ci-dessus délibéraient le budget sans pouvoir modifier les dépenses obligatoires, donnaient leur avis sur les projets qui leur étaient soumis et, à des nuances près, statuaient sur les mêmes questions que celles dont nous aurons à connaître. Leurs membres, comme nous, avaient la faculté d'émettre des vœux sur les questions économiques et d'administration générale, vœux qui, nos prédécesseurs s'en plaignirent parfois amèrement, restèrent souvent sans écho.

Tout nous permet de croire que nos propres vœux s'ils sont raisonnables et ils le seront, ne subiront pas un sort semblable, la Métropole ayant à de nombreuses reprises témoigné son désir d'associer dans la plus large mesure possible les populations d'outre-mer à la gestion de leurs affaires publiques.

Ceci constaté, chacun en vient tout naturellement à se demander :

Pourquoi dès lors une Assemblée Représentative et non un Conseil Général par exemple s'il s'agit uniquement de détails dans les attributions de ces institutions ?

Nous arrivons à la composition desdites assemblées et c'est elle qui va nous fournir la réponse :

Le Conseil Général comprenait 18 membres dont

- 10 représentaient Tahiti et Moorea,
- 4 les Iles Tuamotu,
- 1 les Iles Gambier,
- 1 les Iles Tubuai et Rapa,
- 2 les Iles Marquises.

Les Iles-sous-le-vent n'y étaient pas représentées.

Les archipels, moins évolués à l'époque qu'ils ne le sont aujourd'hui, avaient été amenés à choisir leurs représentants parmi les habitants de Tahiti et en particulier de Papeete.

A tort ou à raison les Autorités d'alors reprochaient à ces représentants de négliger les intérêts dont ils avaient la charge au profit de ceux de Tahiti.

Pour mettre un terme à cet état de choses dont il semble que l'on se soit aperçu assez tardivement si toutefois il a existé, deux décrets d'Août 1899 supprimèrent la représentation au Conseil Général des Iles Marquises, des Tuamotu, des Gambier, de Tubuai et de Rapa.

Ce conseil fut réduit de 18 membres à 11 et son action restreinte à Tahiti et Moorea.

La fin du Conseil Général approchait. Deux Gouverneurs en avaient déjà, plusieurs années auparavant, demandé la suppression, ayant estimé qu'il n'avait pas donné les résultats que l'on était en droit d'en attendre et le Conseil lui-même avait émis le vœu - assez imprudent si l'on en juge par les conséquences qui en résultèrent - que si la colonie obtie-

nait l'autonomie administrative et financière, il pourrait lui être substitué un Comité des Finances qui comprendrait les membres du conseil privé auxquels seraient adjoints, en nombre supérieur, des délégués élus de la population.

Cette suggestion ne fut pas retenue, en 1903, le Conseil Général était supprimé et remplacé par un Conseil d'Administration.

L'un des motifs de cette décision était que le Conseil Général avait lui-même demandé sa suppression.

Vous avez pu vous rendre compte, Messieurs, en quoi, par sa composition, bien plus que par ses attributions, l'Assemblée Représentative diffère de notre ancien Conseil Général : tous les archipels y sont représentés et les délégués de ces archipels choisis parmi leurs populations respectives.

De toutes nos Assemblées locales le Conseil d'Administration composé en presque totalité de fonctionnaires distingués et présidé par le Gouverneur fut certes la plus compétente en matière administrative mais aussi la moins indépendante et la moins représentative.

Les Délégations Economiques et Financières comprenaient 13 membres dont six membres de droit et sept membres élus au suffrage restreint par le Conseil Municipal, la Chambre de Commerce, la Chambre d'Agriculture, la Commission municipale d'Uturoa et les Conseils de district de Tahiti, de Moorea et des Tuamotu.

Les Délégations Economiques et Financières furent un organisme purement consultatif aux attributions moins étendues, par conséquent, que celles de l'Assemblée Représentative.

Et maintenant, Messieurs, que voici éclaircis les quelques points qui avaient pu paraître obscurs à certains d'entre nous, qui siègent pour la première fois, maintenant que, petit-à-petit, reprend la vie normale, que les lois républicaines retrouvent leur signification, nous allons nous mettre à l'ouvrage avec tout l'enthousiasme dont nous sommes capables mais aussi avec le sentiment réfléchi de nos devoirs et de nos responsabilités.

J'en aurai terminé après avoir, me faisant votre interprète à tous, adressé nos vifs remerciements au Chef de la Colonie pour la magnifique salle, si confortablement et luxueusement aménagée, qu'il a bien voulu mettre à notre disposition, cadre au goût parfait dans lequel nos travaux promettent d'être tout à la fois agréables et féconds.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

	Pages
1945 2 nov. Ordonnance n° 45-2671, relative aux avoirs conservés par des Français dans les coffres ou dans les paquets clos à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 138 s.g., du 20 février 1946).....	106
2 nov. Ordonnance n° 45-2683, relative au maintien en fonctions au delà de la limite d'âge des fonctionnaires coloniaux relevant du département des colonies. (Arrêté de promulgation n° 138 s.g., du 20 février 1946).....	106